

Reglement No. 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Text orig.	Priorität	Inkolor.	Text orig.	Fl.
<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash		

Absender

Presse und Info.

1

Sendercode	Empfängercode	Erstübercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx						

\*\*\*

Directives politiques 51/87 v e r t r a u l i c h

1. Position Conseil fédéral concernant signature accord INF. Voir notre tg no 6053 du 9.12.87. Sommes déçus sur absence apparente progrès dans solution conflits régionaux.

2. Sozialcharta. Nationalratsentscheid vom 2.12.87 gegen Sozialcharta durch Befuerchtung begründet, Charta koennte Schweiz zu unfreiwilligem Ausbau Sozialstaat und insbesondere Rechte Arbeitnehmer und Auslaender zwingen. Debatte stark europapolitisch gefaerbt. Negative Auswirkungen Ablehnung auf Verhaeltnis Schweiz-Europa wegen Symbolwert Charta nicht zu vermeiden. Aber auch nicht ueberzubewerten. Verschiedene EG-Mitgliedslaender (B, Lux, P) Charta bisher ebenfalls ferngeblieben.

3. Europaeischer Rat von Kopenhagen. Nicht unerwartet misslang der endgueltige Durchbruch in der EG-Agrar-und Finanzreform am europaeischen Rat vom 4./5. Dezember 1987 in Kopenhagen. Am 11. und 12. Februar 1988 wird ein zweiter Anlauf gemacht. Die enge Verknuepfung Agrarreform - Finanzreform - Kohaesion - Binnenmarkt bedeutet fuer die Schweiz und die uebrigen EFTA-Laender, dass die EG-Bereitschaft, die Bemuehungen um die Schaffung eines dynamischen und homogenen europaeischen Wirtschaftsraumes voranzutreiben, von der Loesung ihrer internen Probleme abhaengt. Da wir ein Interesse an einer starken und funktionsfaehigen Gemeinschaft haben, ist es auch fuer uns wichtig, dass die angestrebte EG-Reform gelingt.

Datum: 14.12.1987

Visum:

Telegramm: 30.66

Dodis



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen / Anmerkungen

Adressat / Empfänger an Dritte

Empfänger	Umfang	Exakte	Text erg.	Fl.	Abfertigung	Vermerk
1	1					

2

4. Visite Loncar, vice-ministre AE Yougoslavie au Secrétaire d'Etat Brunner. Une des causes du retard de conférence Vienne-CSCE est l'absence de document commun N+N en raison divergences entre eux sur désarmement et 3ème corbeille. L. se déclare prêt à tenter néanmoins effort pendant interruption Noël pour promouvoir unité de vues entre Suisses et Yougoslaves.

BRUNNER.

NNNN

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Titel: \_\_\_\_\_

Information hebdomadaire

Suite à la conférence ministérielle de Lausanne du 29 novembre 1987 (voir Wochentelex 49/87), le GATT a fêté son 40ème anniversaire. Pour marquer cet événement, une journée commémorative a été organisée par le Directeur général à la veille de l'ouverture de la 43ème session des PARTIES CONTRACTANTES (PC) (1-3 novembre 1987). A cette occasion, le Conseil fédéral, en la personne de M. le C.F. Delamuraz, et les autorités genevoises ont offert une réception à l'hôtel Intercontinental suivie d'un dîner présidé par le Conseiller fédéral J.P. Delamuraz pour les ministres et les chefs de délégation à la session des PC.

Cette session des PARTIES CONTRACTANTES du GATT s'est tenue du 1er au 3 décembre 1987 au Centre International de Conférences de Genève sous la présidence de l'Ambassadeur Mansur Ahmad (Pakistan) pour examiner l'activité du GATT depuis la session précédente en novembre 1986, prendre connaissance du rapport du Conseil, fixer les dates de la prochaine session des PC et procéder à l'élection du président et des vice-présidents.

Les PC y ont exprimé leur préoccupation face aux récents développements de l'économie mondiale et souligné la nécessité de poursuivre et d'intensifier la négociation en cours (Uruguay Round). Dans sa déclaration générale, la Suisse (Ambassadeur de Pury) a relevé qu'il est impératif de faire converger les politiques macro-économiques et les politiques commerciales des PC. Ce serait une grave erreur d'attendre des temps économiquement moins troublés pour s'attaquer résolument à la mise sur pied d'une nouvelle base de libéralisation des échanges.

Reprenant les conclusions de la réunion ministérielle d'Ouchy, la délégation suisse a aussi estimé qu'une réunion ministérielle, à mi-parcours (de l'Uruguay Round) vers la fin de 1988, était hautement souhaitable afin de :

- 1) communiquer au monde extérieur les progrès de la négociation;
- 2) mettre provisoirement en vigueur certains résultats déjà acquis à ce stade;
- 3) surmonter d'éventuels blocages susceptibles d'entraver le bon déroulement des travaux.

La délégation suisse a, enfin, déploré le fait que certaines PC ne s'acquittent pas de leurs obligations financières auprès du GATT.

Les PC ont ratifié la plupart des points présentés dans le rapport du Conseil. Il convient cependant de signaler le résultat du panel chargé d'examiner les mesures de politique commerciale pour 12 produits agricoles du Japon. Ces dernières ont été déclarées contraires à l'article XI du GATT. La discussion se poursuivra lors de la première séance du Conseil en 1988. L'Ambassadeur Tello (Mexique) a été nommé président du groupe de travail qui se penchera sur les restrictions quantitatives que la Suisse maintient en matière de commerce agricole.

Elections : Président des PARTIES CONTRACTANTES : Alan Oxley  
(Australie)

Vice-présidents MM. Dannenbring (RFA), Lee (Corée),  
Tello (Mexique)

Président du Conseil : Amir Jamal (Tanzanie)

Président du Comité pour le commerce et le développement : M. P. Nagaratnam (Sri Lanka)

Visite à Berne du Secrétaire fédéral suppléant aux affaires étrangères de Yougoslavie, M. Budimir Loncar (L), 10-11 décembre 1987

1. AFFAIRES BILATERALES

L qualifie nos relations globales comme étant très bonnes et stables, et souhaite qu'elles se développent dans tous les domaines.

a) Questions économiques

La Yougoslavie traverse une phase difficile. Elle a connu, après la guerre et pendant longtemps, un des plus forts taux de croissance, le 3 ou 4ème après le Japon. En se concentrant sur sa propre décentralisation, elle a cependant perdu de vue la division internationale du travail, et s'est laissée distancer par les autres pays européens, tout en prenant une orientation autarcique. Des ajustements structurels sont aujourd'hui sans conteste nécessaires. La Yougoslavie doit s'orienter vers une économie de marché, orienté de surcroît vers l'exportation, ce qu'elle a commencé à faire dès 1964. Pendant longtemps cependant, des facteurs politiques internes ont perturbé la mise en place d'une telle option.

Actuellement, la Yougoslavie doit faire face à une hémorragie de capitaux (sorties de 2 milliards de \$ par an) et une forte inflation. Elle a présenté à ses créditeurs un plan de rééchelonnement de sa dette, et elle doit compter sur leur compréhension.

Les relations de la Yougoslavie avec la CEE sont très importantes (28 % de ses échanges commerciaux) et 65 % de sa dette). L a bon espoir, après une série de contacts avec Bruxelles, de parvenir à une amélioration de ces relations sur la base d'un arrangement sui generis. Les relations avec le COMECON sont également importantes, mais les ajustements structurels en cours en URSS obligent cette dernière à s'endetter auprès de ses partenaires, ainsi qu'auprès de la Yougoslavie. Les perspectives de ce volet des échanges ne sont donc pas favorables.

Le troisième partenaire en importance pour la Yougoslavie est l'AELE, avec qui L voudrait intensifier les relations, pour des raisons politiques aussi. La Yougoslavie a un fort déficit commercial avec l'Autriche et la Suisse, et a de ce fait besoin d'une compréhension accrue de notre part. Un "Non paper" a été présenté lors de la dernière rencontre AELE-Yougoslavie de Novi-Sad. La Yougoslavie est déçue de ne pas avoir encore enregistré de réactions au sujet de ces propositions d'aménagement des relations.

L'Ambassadeur Lévy (Ly) relève pour sa part que nos relations économiques sont à la fois amicales et insatisfaisantes. La Suisse est intéressée à améliorer ses relations avec la Yougoslavie, en tant qu'importateur, investisseur et

comme source de flux touristiques. Les exportations yougoslaves vers la Suisse ont baissé de 15 % en 1986 et de 8 % pendant les 10 premiers mois de 1987. Cela est dû au fait que notre marché est très compétitif. Les efforts de promotion commerciale yougoslaves doivent y être poursuivis, moins en invitant nos importateurs à se déplacer qu'en venant les voir chez eux. par ailleurs, il est important que la Yougoslavie tâche d'assurer des conditions optimales pour les investissements étrangers directs. La Suisse, un des 5 principaux investisseurs mondiaux, y attache d'autant plus d'importance qu'elle pratique une politique d'exportation de sa production plutôt que d'importation de la main-d'oeuvre. La Yougoslavie doit en outre tirer le meilleur parti possible des mécanismes existants du FMI et du Club de Paris. La Suisse continuera à apporter son soutien à la Yougoslavie. Le "Non paper" présenté à Novi Sad sera discuté à la ministérielle de l'AELE les 14 et 15 décembre. Nous avons d'ores et déjà quelques interrogations à ce sujet, mais sommes prêts à poursuivre le dialogue avec la Yougoslavie.

L : Ces 4 dernières années, les sorties nettes de capital ont été de 7,5 milliards de dollars. En 1987, elles seront de 2,2 milliards. Cela ne peut continuer. Il nous faut des délais de remboursement supérieurs pour le principal (8 ans) et une période de grâce de 7 ans. Nous devons aux banques commerciales 36 % de la dette, 34 % aux gouvernements et 26 % aux organisations internationales. Nous sommes décidés à trouver un arrangement avec le FMI. Le problème est que les négociations avec le FMI sont toujours lentes. Le FMI a besoin de 12 semaines pour parvenir à une conclusion, et nous aurons entre-temps un problème de liquidité incontournable.

Pour le Ministre Lautenberg, l'intensité des contacts de la Yougoslavie avec le FMI est un signe positif très important. Nous attendons la conclusion d'un arrangement, et espérons que la Yougoslavie ne prendra pas de mesures unilatérales. Nous ne pouvons par ailleurs pas préjuger la décision que prendra le Club de Paris, mais n'excluons pas qu'il prenne une décision favorable aux thèses yougoslaves.

BRE insiste sur l'attitude positive de la Suisse envers la Yougoslavie, attitude qui oscille entre 2 pôles : une option, adoptée par le passé, est de venir en aide pour parer au plus pressé, tandis qu'une autre est de favoriser les réformes nécessaires en ne faisant pas à court terme des concessions qui, en fin de compte, les retarderaient. Car, quoi qu'il en soit, nous sommes très désireux d'avoir en la Yougoslavie un partenaire fort, économiquement et financièrement.

#### b) Affaires consulaires

L : Nous sommes plusieurs fois tombés d'accord sur la nécessité d'améliorer la coopération entre les Ministères chargés de la sécurité. Dans la pratique, cependant, un manque de compréhension subsiste. Nous espérons que vous comprendrez mieux le rôle que nous avons à remplir à l'égard de nos compatriotes en Suisse.

BRE rappelle qu'en 10 ans, la population yougoslave, en Suisse, la troisième en importance, a plus que doublé, tandis que la population étrangère dans notre pays demeurerait stable. Des commissions mixtes et une série d'accords règlent les aspects de leurs séjours de manière satisfaisante. Vous avez des problèmes de sécurité autrement plus graves dans d'autres pays. La police suisse surveille de très près toutes les activités anti-yougoslaves en Suisse, et n'hésite pas à engager des actions préventives, quand elle le juge nécessaire. Il nous est cependant difficile de coopérer ouvertement en cette matière avec l'étranger de manière bilatérale, sauf à travers Interpol ou en matière de lutte contre le terrorisme. Notre législation en matière de manifestations est certes libérale, mais elle l'est également dans un grand nombre de nos voisins. Aussi voyons-nous d'un mauvais oeil le fait que les Albanais du Kosovo choisissent notre pays en particulier pour manifester. Mais ceux qui manifestent ouvertement sont moins dangereux que ceux qui complotent en secret. Ceux-là demeurent sous surveillance étroite de notre police. par ailleurs, nous n'avons rien contre une assistance apportée par les représentations yougoslaves en Suisse aux émigrés qui s'y trouvent, pour autant qu'elle s'en tienne aux prescriptions de la Convention de Vienne.

BRE aborde le problème des transferts des émoluments de visas, question où L renouvelle des assurances de prompt règlement du contentieux. BRE remet en outre un aide-mémoire concernant un cas humanitaire (le prêtre Coric).

L propose d'intensifier les échanges de visites. BRE se rendra à Belgrade dans le premier semestre de 1988. L souhaite la venue en Suisse d'un membre de la Présidence de la RSFY. Les MAE se rencontreront à la CSCE à Vienne en avril. En plus cependant, le nouveau MAE yougoslave pourra venir à Berne pendant le deuxième semestre de 1988.

## 2. QUESTIONS INTERNATIONALES

BRE souligne que si l'Europe n'a plus connu de guerre depuis 1945, c'est bien parce qu'il y a eu un équilibre de la terreur. Une dénucléarisation ne doit pas permettre à un déséquilibre des armes conventionnelles d'augmenter le danger de guerre.

BRE rappelle les raisons qui nous empêchent d'envisager une adhésion au Marché Commun, tout en démontrant que la CEE n'a aucun avantage à nous pénaliser pour cela. Une contribution à une Europe forte ne passe pas nécessairement par une adhésion à la CEE. L est pour sa part très intéressé à développer les liens de la Yougoslavie avec la CEE, dans le respect cependant de la diversité européenne.

BRE suggère enfin que l'interruption des travaux de la Conférence de Vienne, jusqu'au 18 janvier, permette des contacts bilatéraux entre la Yougoslavie et la Suisse, afin de trouver les termes d'un projet de document final. Il importe de fixer les modalités d'un lien entre les 23 et les 35, et de trouver une

solution satisfaisante concernant la troisième corbeille, la prochaine réunion CSCE devra être fonction du progrès de la négociation des 23.

Il se montre très intéressé par cette proposition et pense également que le succès de la Conférence de Vienne passe par un texte consolidé des N+N. Il nous semble être très proche de nos thèses tant sur les questions de sécurité que sur les questions de la 3ème corbeille.

Il est entendu que des consultations bilatérales auront lieu à Vienne, dans la semaine qui précédera la reprise des travaux.

A l'occasion du dîner offert à L., nous avons passé en revue les problèmes du Proche-Orient, de l'Afghanistan, de la guerre Iran-Irak, ainsi que la problématique de la CSCE. Sur toutes ces questions et contrairement à ce à quoi on pouvait s'attendre, on s'est retrouvé sur la même longueur d'ondes.

Loncar (L) wurde anschliessend in Vertretung der krankheitshalber verhinderten Bundesrätin Kopp von EJPD Generalsekretär Burkhardt (B) und dem Delegierten fuer das Fluechtlingswesen, P. Arbenz (A), zu einem Gespraech empfangen.

L wies auf die haeufige Identitaet zwischen Demonstranten und Terroristen hin und auf eine Gefaehrdung der territorialen Integritaet und Souveraenitaet Jugoslawiens durch derartige Aktivitaeten jugoslawischer Emigranten besonders gerade auch in der Schweiz. L wuenschte im weiteren naehere Angaben zur Gruppe der am 26. November in Genf voruebergehend festgenommenen Kosovo-Albaner.

B antwortete mit dem Hinweis darauf, dass der Kampf gegen den Terrorismus ein gemeinsames Anliegen der Schweiz und Jugoslawiens sei. Die praeventive Aktion in Genf wie auch die schaeferere Ueberwachung von Demonstrationen in Bern seien ein Beweis dafuer, dass man schweizerischerseits die jugoslawischen Anliegen ernst nehme. Die endgueltigen Ergebnisse der Voruntersuchung mit Bezug auf Genf laegen im Augenblick noch nicht vor. Gegebenenfalls koennten spaeter den jugoslawischen Behoerden noch gewisse Details bekanntgegeben werden.



- 9 -

A schilderte den Fall Salihi und die politischen Probleme, die sich daraus sowohl fuer die Schweizer wie auch die jugoslawischen Behoerden ergeben. Er erklarte die Bereitschaft der Schweizer Behoerden, Salihi im Falle einer Freilassung in unserem Land aufzunehmen. L erwiderte, eine vorzeitige Freilassung haenge vom guten Verhalten Salihis im Gefaengnis ab.

Das Gespraech verlief in angenehmer Atmosphaere. L, der eine an Frau Bundesraetin Kopp gerichtete Einladung des jugoslawischen Innenministers zu einem Besuch in Belgrad erneuerte, bedankte sich fuer die ihm eingeraeumte Moeglichkeit, Ueberlegungen zur Sicherheitsproblematik mit Vertretern des EJPD aufnehmen zu koennen.

### Wirtschaftspolitische Gespraechे Schweiz-Belgien

Bern, 8. Dezember 1987\*)

#### Kurzbericht

Im Vordergrund der Gespraechе von Botschafter Lévy mit Botschafter Robert Guillot-Pingue, Generaldirektor fuer Aussenwirtschaftsbeziehungen des belgischen Aussenministeriums, standen Fragen der europaischen Wirtschaftsintegration und der Uruguay-Runde des GATT. Generaldirektor Guillot-Pingue wurde auch von Staatssekretar Blankart empfangen, der sich mit ihm insbesondere ueber das Versicherungsabkommen Schweiz-EG und die Aufgaben des CESS der OECD unterhielt.

#### 1. Europaische Wirtschaftsintegration

Die belgische Delegation legte ihre Eindruecke nach dem Europaischen Rat von Kopenhagen dar. Die festgestellten Schwierigkeiten haetten niemanden ueberrascht. Die entstandene Patt-Situation sei weitgehend den Positionen Frankreichs und der BRD zuzuschreiben, wobei es aber auch anderen Mitgliedstaaten ganz klar um die Vermeidung neuer finanzieller Lasten ging. Die suedlichen Mitgliedlaender fordern im Sinne der Solidaritaet aber weitere finanzielle Anstrengungen (z.B. Erhoehung der Mittel der verschiedenen EG-Strukturfonds) als notwendiges Korrelat der Vollendung des gemeinsamen Binnenmarktes. Diese Haltung dehnen sie auch auf die Beziehungen der Gemeinschaft zur EFTA aus. Belgien selbst habe in Kopenhagen mit grosser Besorgnis um die Ruekwirkungen eventueller Beschluee auf das eigene Budget teilgenommen.

---

\*) Delegationen siehe Anhang

Dem vorgesehenen Treffen der EFTA- und EG-Binnenmarktminister steht Belgien mit einigen Vorbehalten positiv gegenüber: Man sollte vor allem die Idee einer Wiederholung der EG/EFTA-Ministerkonferenz von 1984 (Luxemburg) vermeiden, wie auch dem Treffen zwischen der EGK und der EFTA im Juni in Tampere keine Konkurrenz bereiten. Weiter sollte auch berücksichtigt werden, dass seitens einiger GATT-Mitglieder das Treffen den Eindruck paralleler Sonderverhandlungen erwecken könnte. Einig war man sich darüber, dass durch die "Initiative Bangemann" den Beziehungen zwischen der EFTA und der EG ein zusätzlicher neuer Anstoss vermittelt werden kann, namentlich um Fortschritte in bestimmten Bereichen zu erzielen (Vereinfachung der Ursprungsregeln, Notifikation technischer Regelungen, gegenseitige Anerkennung von Tests und Zertifikaten, gegenseitige Oeffnung des öffentlichen Auftragswesens).

Die belgische Delegation sicherte auf Begehren der Schweiz wohlwollende Prüfung der soeben von der EG-Kommission verabschiedeten Verhandlungsrichtlinien über die Aufnahme von Verhandlungen zwischen der Schweiz und der EG bezüglich der tarifären Gleichbehandlung von Bekleidungswaren des passiven Textilveredelungsverkehrs mit EG- oder Schweizer Vormalterial zu.

Die Widerstände, die im einzelnen EG-Mitgliedstaaten gegenüber den EG/EFTA-Vorschlägen zur Vereinfachung der Kumulationsregeln bestehen, bestätigte die belgische Delegation. Obzwar sich die belgischen Zollexperten über die komplizierten und nicht anwendbaren, diagonalen Kumulationsregeln einig seien, machten die Oekonomen noch Schwierigkeiten, weil sie die vorgeschlagenen Verbesserungen fälschlicherweise lediglich von der Importseite und nicht auch von der Exportseite betrachteten.

Die Furcht vor einem Präzedenzfall belastet nach belgischer Auffassung auch die Aussichten in bezug auf das Versicherungsabkommen Schweiz-EG. Auf Staatssekretär Blankarts Argumente für den sehr baldigen Abschluss des seit langem vorlie-

genden Abkommens erwiderte die belgische Delegation, dass elf EG-Mitgliedstaaten insbesondere die (möglicherweise nur theoretische) Gefahr eines "externen Vetos" bei zukünftigen Änderungen EG-interner Regelungen befürchteten. Von schweizerischer Seite wurde nochmals die Bereitschaft und der Wunsch betont, zwecks Ausräumung solcher Missverständnisse den Dialog intensiv weiterzuführen. Auch aus belgischer Sicht sei, wenn schon, ein rascher Abschluss wichtig, andernfalls riskiere dieses Vertragswerk "irreal" zu werden.

## 2. GATT: Uruguay-Runde

Beim Thema GATT wurden die Ziele und Probleme der Uruguay-Runde besprochen. Die belgische Delegation betonte, dass Fortschritte bei Fragen, die die Entwicklungsländer betreffen, besonders wichtig seien, namentlich der "fast track" für tropische Erzeugnisse und eine Verbesserung der Handelsbedingungen für Rohstoffe. In Punta del Este hätten mindestens fünfzehn Staaten diese Art von Problemen aufgeworfen. Nach belgischer Sicht sollte man Lösungen nach Produktgruppen suchen. Dem wurde allerdings von schweizerischer Seite entgegengehalten, dass dies die Gefahr der Sektoralisierung mit sich bringe, wobei man sich zuerst fragen müsste, welche der aufgeworfenen Probleme tatsächlich nicht nach den bisherigen Methoden angepackt werden können.

Belgiens Standpunkt in den Landwirtschaftsfragen des GATT beinhaltet unter anderem die Ueberzeugung, direkt produktionsbezogene Lösungen nach dem Muster "Multifibre" müssten vermieden werden. Für die erwähnten Basisprodukte müsste ein Ansatz gefunden werden, der es den betroffenen Ländern erlaubt, von Monokulturen abzukommen. Diese Notwendigkeit zeige sich schon aus den negativen Erfahrungen mit den Zinn- und Kakaoabkommen.

Belgien steht einem eventuellen Halbzeit-Ministertreffen positiv gegenüber; dieses soll aber erst gegen Ende 1988 stattfinden, trotz der Gefahr, dass man dann in den USA eine Art

politisches Vakuum haben wird, dessen Bedeutung durch Kontakte mit den Präsidentschaftskandidaten reduziert werden kann. Zur Frage des "early harvest" bestehen belgische Vorbehalte zumindest im Bereiche der Landwirtschaft (unrealistische Vorstellungen der Cairns-Gruppe), da man früher schon sehr viel konzidiert habe. Auf jeden Fall müsste eine solche Übung sichtbare Resultate bringen, sonst würde sie kontraproduktiv wirken. Schliesslich ist man in Belgien der Ansicht, die Uruguay-Runde habe bisher eine verhältnismässig leichte Phase durchlaufen, die Zukunft werde grössere Schwierigkeiten mit sich bringen.

Betreffend Dienstleistungen wies die belgische Delegation auf das Problem hin, dass man nicht immer Klarheit habe, was man damit meine. Es sei eine praxisorientierte Klassifikation der Dienstleistungen notwendig, die sich ausserdem auf die Gestaltung der Handels- und Zahlungsbilanzen auswirken sollte.

Die schweizerische Seite orientierte über die Tagung von Ouchy und die schweizerische Haltung in der Uruguay-Runde. Bedenken bereitet der Schweiz der zunehmende Einfluss der Ereignisse und Politiken im Bereiche von Finanz und Währungen auf die Bereiche von Produktion und Handel, weshalb eine Brücke vom GATT zu den Bretton-Woods-Institutionen zu schlagen wäre. Schliesslich sei ein Problem mit der raschen Gangart der GATT-Verhandlungen festzustellen, da kleinere Delegationen zunehmend Schwierigkeiten hätten, die wachsende Aufgabe zu bewältigen; eine Verschnaufpause wäre deshalb nötig.

### 3. Allgemeine Wirtschaftslage

Weitgehende Uebereinstimmung wurde in der Beurteilung der weltwirtschaftlichen Lage festgestellt. Eine drastische Reduktion des amerikanischen Handelsdefizites beinhaltet nach beidseitiger Ansicht unter anderem die Gefahr rezessiver Auswirkungen auf die Weltwirtschaft, insbesondere wenn in den USA gleichzeitig das Haushaltsdefizit massiv reduziert würde und den protektionistischen Tendenzen nachgegeben wird. Ohne-

hin mussten schon im Verlaufe dieses Jahres aufgrund der wichtigsten Ereignisse allgemein geringere Wachstumsaussichten als ursprünglich angenommen, erwartet werden.

Die Wirtschaft Belgiens verzeichnete im laufenden Jahr einige wichtige Erfolge, namentlich in der Inflationsbekämpfung und beim Abbau der Arbeitslosigkeit. Letztere bleibt aber im EG-Vergleich auf überdurchschnittlicher Höhe und trifft zudem vorwiegend junge Leute. Trotz deutlicher Erfolge bei der industriellen Umstrukturierung traditioneller Sektoren müssen in den betroffenen Regionen noch enorme Probleme gelöst werden. Die Schweizer Delegation schilderte ebenfalls den Stand und die Perspektiven der eigenen Wirtschaft.

#### 4. Bilaterale Wirtschaftsbeziehungen

Die bilateralen Handelsbeziehungen zwischen der belgisch-luxemburgischen Wirtschaftsunion und der Schweiz entwickeln sich positiv. Im vergangenen Jahr konnten für zwei spezifische Probleme, die von schweizerischer Seite aufgeworfen worden waren, Lösungen gefunden werden: Belgien hat einerseits die Lizenzpflicht für Textilimporte aufgehoben und andererseits durch den Beitritt zur PIC-Vereinbarung die Voraussetzung dafür geschaffen, dass bei Pharmaimporten keine erneuten Analysen gemacht werden müssen. Die belgisch-luxemburgische Wirtschaftsunion steht bezüglich Warenaustausch an sechster Stelle unserer Handelspartner in Europa.

\* \* \*

Besuch des schwedischen Staatssekretaers fuer Aussenhandel,  
Carl Johan ABERG (A) vom 9. Dezember 1987

Auf schwedischen Wunsch traf Staatssekretaer Blankart (B) mit seinem Amtskollegen zu einem Arbeitsgespraech in Zuerich-Kloten zusammen.

A bekraeftigte erneut, dass fuer Schweden ein Beitritt zur EG aus neutralitaetspolitischen Gruenden nicht in Frage komme.

Der Rapport über die schwedische Integrationspolitik, der in den naechsten Wochen vors Parlament komme, basiere auf 5 Pfeilern:

- Schaffung des EG und EFTA-Laender umfassenden Europaeischen Wirtschaftsraumes mit gleichwertigen Partnern als Hauptziel
- Luxemburger Erklaerung als Basis
- die EFTA als Hauptinstrument, bilaterales Vorgehen subsidiaer
- kein Bereich als Verhandlungsthema ausgeschlossen
- Konsequenzen des EG-Weissbuches zur Vollendung des Weissbuches fuer Schweden

Nur konkrete Fortschritte in der Zusammenarbeit mit der EG via EFTA als Hauptinstrument koenne den Beitrittsdruck der Industrie, die bereit sei, die wirtschaftlichen Interessen vor die neutralitaetspolitischen zu stellen, mindern.

B teilte seinen Gespraechspartnern mit, dass die Antwort des Bundesrates auf das nationalraetliche Postulat im Fruehsommer 1988 vorliegen werde. Er wies darauf hin, dass seit der EG-Suederweiterung und der Einfuehrung von Mehrheitsbeschlussen die Verhandlungsposition fuer die EFTA-Laender schwieriger geworden sei. Daraus sei zu folgern, dass der Informationsaustausch zwischen EFTA-Laendern und der EG in moeglichst fruehem Stadium erfolgen muesse, um kompatible Gesetzgebungen fuer den ganzen europaeischen Wirtschaftsraum in den Bereichen zu haben, die fuer den gegenseitigen Marktzugang von Bedeutung sind. Das bedeutet auch, dass dem Prinzip der gegenseitigen Anerkennung vermehrte Bedeutung zukommen werde.

Die Schweiz sei bereit, die EFTA als Instrument in der Zusammenarbeit mit der EG zu benutzen, sie werde sich aber jeglichem multilateralen Automatismus widersetzen. Die Schweiz werde auch in Zukunft von Fall zu Fall über multilaterales oder bilaterales Vorgehen entscheiden.

Die Gesprächspartner waren sich einig, dass innerhalb der EFTA voellige Transparenz herrschen muesse. Wenn die Partner ueber alle Schritte unterrichtet seien, koennten auch Missverstaendnisse, wie sie kuerzlich vorgekommen seien, vermieden werden. Die beiden Staatssekretaere gaben ihrer Besorgnis ueber die juengste oesterreichische EG-Offensive Ausdruck. Vor allem sehen sie durch die oesterreichische Bereitschaft, Gemeinschaftsrecht ohne Einflussnahmeversuch nachzuvollziehen, die Verhandlungsposition der uebrigen EFTA-Laender gefaehrdet.

Transfert du Centre technique de l'Union européenne  
de radiodiffusion de Bruxelles à Genève

Par décision du 28 octobre 1987, le Conseil fédéral, répondant à une demande de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), avait déclaré qu'il verrait avec faveur, pour des motifs politiques, économiques et technologiques, que l'UER, dont le siège est à Genève, transfère son Centre technique, sis à Bruxelles, de Belgique en Suisse. Le 5 décembre 1987, le Conseil de l'UER, optant pour le regroupement fonctionnel de l'Union, en a décidé ainsi.

L'UER, qui a pour but de coordonner les activités des organismes européens de radiodiffusion, avait concentré jusqu'à ce jour la gestion opérationnelle du réseau européen de radio et de télévision à Bruxelles, dans un Centre technique employant 120 agents. La situation économique et sociale difficile en Belgique a cependant conduit cet été l'UER à envisager le transfert de ce Centre en Suisse ou au Luxembourg. En conséquence, chacun des deux Etats hôtes en lice a présenté à l'UER un ensemble de facilités de nature à l'inciter à installer le Centre technique sur son territoire. La Suisse l'a finalement emporté. Son offre comprend, outre l'attrait de Genève en tant que centre international, l'octroi de permis de travail, une solution fiscale appropriée et un traitement avantageux de la part des PTT.

Ce résultat, réjouissant de notre point de vue d'Etat hôte et sous l'angle de notre politique de disponibilité, est l'aboutissement de négociations, coordonnées par la DOI agissant d'entente avec la DDIP, à laquelle l'UER, la Société suisse de radiodiffusion (SSR), les autorités genevoises, de même que les Départements fédéraux de l'intérieur, des finances, de l'économie publique et l'Entreprise générale des PTT, ont pris part.

Notre Département prendra les mesures nécessaires pour que l'accueil à Genève de ce Centre technique, prévu en principe pour 1989, soit effectué dans les meilleures conditions.



ES0

Der Rat der Europäischen Südsternwarte ESO hat einstimmig den Bau des Riesenteleskops VLT (Very Large Telescope) beschlossen.

Das VLT wird aus vier Teleskopen mit einem Spiegeldurchmesser von je 8m bestehen und wird zur Zeit seiner Betriebsaufnahme ab 1993 das modernste und leistungsfähigste Teleskop der Welt sein. Mit ihm können Galaxien am äussersten Rand des Universums beobachtet, Einzelsterne chemisch analysiert und die Vorgänge um die Geburt neuer Sterne erforscht werden.

Mit dem Bau des VLT unterstreicht Europa seinen Willen zur Wahrung seiner Stellung im Spitzenfeld der astronomischen Forschung. Mitgliedstaaten der ESO sind Belgien, Bundesrepublik, Dänemark, Frankreich, Italien, Niederlande, Schweden, Schweiz. Dänemark stimmte als einziges Land nur dem Bau-beschluss zu, nicht aber dem Finanzierungsbeschluss und wurde vom Rat eingeladen, seine Haltung zu überprüfen. Die Schweiz hat dem Bau aufgrund eines Bundesratsbeschlusses vom 18. November 1987 zugestimmt und wird rund 6% der Gesamtkosten übernehmen. Seit unserer ESO-Mitgliedschaft 1982 haben die Forscher aller unserer astronomischen Hochschulinstitute Zugang zu den ESO - Teleskopen. Zu den Aufträgen an die schweizerische Industrie könnte der technisch revolutionäre Direktantrieb zur Nachführung der Teleskope gehören.

Réunion OCDE/WP3, Paris 9/10.12.87

(MM. Meyer/ BNS, Kaeser/AFF, Corti/OFAEE, Lautenberg/SEF)

Première réunion du groupe après les turbulences sur les marchés boursiers et de change, elle était attendue avec d'autant plus d'intérêt qu'une séance du G-7 au niveau suppléants avait été initialement prévue la veille.

Partie principale travaux fut consacrée à contexte et suite des turbulences actuelles. S'agissant du krach boursier lui-même réunion aboutit à conclusion que marchés avaient dans l'ensemble bien résisté aux formidables ondes de choc. Dans cette gestion de la crise alimentation des marchés en liquidités par banques centrales a joué un rôle clé. Au plan compréhension du comportement, intéressant de noter rôles institutionnels qui dans certains pays ont contribué à déclencher le mouvement (RU) et dans d'autres à le freiner (Japon). Dans l'ensemble, notamment institutionnels ont eu tendance à se retirer sur leur marché domestique en provoquant ce que d'aucuns ont appelé un phénomène de re-nationalisation.

Au plan des causes plus profondes il y a lieu de constater que divergences, notamment entre Etats-Unis et RFA demeurent entières. Délégation américaine persuadée que c'est à l'Europe de contribuer à donner plus de vigueur à la croissance et cela tant en matière de politiques structurelles qu'en ce qui concerne les taux d'intérêts. Côté allemand, qui s'est visiblement efforcé de contester lien de causalité entre hausse taux de septembre et krach boursier, s'est employé à démontrer qu'efforts supplémentaires ne seraient concevables que dans des conditions de burden sharing. Intéressant rôle de go-between de la France. Principaux acteurs européens et Japon ont appelé de leurs vœux réédition accord s'inspirant du Louvre. Délégation américaine, sans rejeter l'idée, tâche visiblement de gagner du temps, et cela non seulement pour attendre que le paquet de réduction budgétaire passe le cap du Congrès. Cela n'est pas de bon augure pour la tenue du dollar, évolution que le Trésor américain ne semble pas craindre outre mesure. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que modalités financement futur déficit américain ont été

ouvertement abordées. Si Américains ont insisté sur besoin de disposer d'un différentiel d'intérêt suffisant, d'autres (RFA) ont soulevé besoin idées nouvelles (Reagan - bonds ?).

Quant à l'appréciation des effets des turbulences évoquées sur l'évolution conjoncturelle, pratiquement tous les pays n'attendent qu'un impact relativement marginal, mais en tout cas moindre que ce qui avait été craint initialement. Ceci contraste quelque peu avec la perception des institutions qui se sont exprimées (OCDE, FMI, CCE).

Les mesures prises de part et d'autre vont bien dans la bonne direction mais ne suffiront vraisemblablement pas à convaincre les marchés. De plusieurs côtés l'attention fut attirée sur danger résultant de l'importante augmentation de la masse monétaire dans de nombreuses économies.

Réunion a clôturé sur discussion d'une douzaine d'"épisodes historiques" portant sur des situations de crise monétaire de cette dernière décennie. Un épisode a été consacré à la situation de la Suisse en 1978....

BRUNNER.

1.A.22.14.7.3. - HK/IA

Interne VerteilerlisteBetrifft: Directives pol. et information hebdomad. 51/87

Departementsvorsteher Sekretäre Chef EDA	Hr. De Watteville Hr. Erard	CFA WA ER
Politischer Direktor, Staatssekretär Sekretariat Staatssekretär	Hr. Brunner Hr. Tissières Hr. Schaller	BRE TE SRU
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer Hr. Speck	RY SPE
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Faivet	LA
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Wyss Hr. De Dardel Hr. Faessler	SIN WS DJ FCH
Europarat		
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler Hr. Flückiger	GH FK
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Streuli Minister Gyger	MF STJ GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Imm	IE
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht		
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
Generalsekretariat	Botschafter Manz " Freymond	WER FRE
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Ruf	RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Bill	
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Högger Hr. Leuzinger Hr. Pasquier Hr. von Muralt Minister Kellenberger	GI HL LP PA MD Ke
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion Intern. Hilfswerke Integrationsbüro EDA/EVD		

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
 Presse- und Informationsdienst  
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den 19.10.1987

T E L E G R A M M (CH)

81/87

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- |                 |                |                  |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra         | - Helsinki     | - Rabat          |
| - Addis Abeba   | - Houston      | - Riad           |
| - Alger         | - Islamabad    | - Rio de Janeiro |
| (- Amman)       | - Istanbul     | - Rom            |
| - Ankara        | - Jakarta      | - San Francisco  |
| - Athènes       | - Johannesburg | - San José       |
| - Bagdad        | - Kairo        | - Santiago       |
| - Bangkok       | - Kinshasa     | - Sao Paulo      |
| - Barcelona     | - Lagos        | - Seoul          |
| - Beirut        | - Lima         | - Stockholm      |
| - Berlin Ost    | - Lissabon     | - Teheran        |
| - Berlin West   | - London       | - Tel-Aviv       |
| - Bombay        | - Los Angeles  | - Tokio          |
| - Bonn          | - Luxemburg    | - Washington     |
| - Brasilia      | - Madrid       | - Wien           |
| - Brüssel (2)   | - Marseille    |                  |
| - Budapest      | - Mexiko       |                  |
| - Buenos Aires  | - Montreal     |                  |
| - Bukarest      | - Moskau       |                  |
| - Canberra      | - Nairobi      |                  |
| - Caracas       | - New Delhi    |                  |
| - Chicago       | - New York (2) |                  |
| - Colombo       | - Ottawa       |                  |
| - Dar es Salaam | - Oslo         |                  |
| - Den Haag      | - Paris (3)    |                  |
| - Djeddah       | - Peking       |                  |
| - Dublin        | - Prag         |                  |
| - Guatemala     | - Pretoria     |                  |
| - Havanna       |                |                  |

b) per Kurier:

Abidjan		
Abu Dhabi		
Addis Abeba		
Akkra		
Alger		
Amman		
Amsterdam		
Ankara		
Antananarive		
Asuncion		
Athen		
Atlanta		
Bagdad		
Bangkok		
Barcelona		
Beijing		
Beirut		
Belgrad		
Berlin/BRD		
Berlin/DDR		
Bogota		
Bombay		
Bonn		
Bordeaux		
Brasilia		
Brüssel+Mission		
Budapest		
Buenos Aires		
Bukarest		
Canberra		
Caracas		
Chicago		
Colombo		
Conakry		
Dakar		
Damaskus		
Dar es Salaam		
Den Haag		
Dhaka		
Djeddah		
Dublin		
Düsseldorf		
Frankfurt a/Main		
Genua		
Guatemala		
	Hamburg	
	Hanoi	
	Harare	
	Havanna	
	Helsinki	
	Hong Kong	
	Houston	
	Islamabad	
	Istanbul	
	Jakarta	
	Johannesburg	
	Kairo	
	Karachi	
	Khartoum	
	Kigali	
	Kinshasa	
	Kopenhagen	
	Kuala Lumpur	
	Kuwait	
	Lagos	
	La Paz	
	Lima	
	Lissabon	
	London	
	Los Angeles	
	Luanda	
	Luxembourg	
	Lyon	
	Madrid	
	Mailand	
	Manchester	
	Manila	
	Maputo	
	Marseille	
	Melbourne	
	Mexiko	
	Montreal	
	Monrovia	
	Montevideo	
	Moskau	
	München	
	Nairobi	
	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	
		Panama
		Panmunjom
		Paris (3)
		Prag
		Pretoria
		Quito
		Rabat
		Rio de Janeiro
		Rom
		San Francisco
		San José
		Santiago de Chile
		Sao Paulo
		Singapur
		Sofia
		Stockholm
		Strassburg+Europarat
		Stuttgart
		Seoul
		Sydney
		Teheran + Fremde Interessen
		Tel-Aviv
		Tokio
		Toronto
		Tripolis
		Tunis
		Vancouver
		Warschau
		Washington
		Wellington
		Wien
		Yaoundé
		Zagreb

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste